

**Avenant n°2
à la « Convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne-Franche-Comté et
d'autorisation d'intervention à la Communauté de communes Le Tonnerrois en Bourgogne
pour le Fonds régional des territoires »**

ENTRE d'une part :

La Région Bourgogne-Franche-Comté, sise 4, square Castan - CS 51857 - 25031 BESANÇON CEDEX, représentée par Madame Marie-Guite DUFAY, Présidente du Conseil régional, ci-après dénommée « la Région ».

ET d'autre part :

L'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) Communauté de communes Le Tonnerrois en Bourgogne ci-après désigné par le terme « l'EPCI ». « le bénéficiaire », représenté par Madame Anne JERUSALEM, présidente, dûment habilitée à l'effet de signer le présent avenant.

VU le Règlement Général d'Exemption par Catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 :

VU le Régime cadre exempté n° SA 58979 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2023 ;

VU le Régime cadre exempté n° SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ;

VU le Régime d'aides exempté n° SA.58980 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2023,

Vu l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 du 20/03/2020 (Journal officiel de l'Union européenne / 2020/C 91 I/01).

VU le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,

VU le Régime SA n°56985 (2020/N) – France – COVID-19: Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

VU les articles L.1511-1 à L.1511-8 et notamment l'article L.1511-2, L.1111-8 et R.1111-1 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,

VU l'instruction NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issue de l'application de la loi NOTRe,

VU le règlement budgétaire et financier adopté en assemblée plénière des

VU le règlement d'intervention régionale adopté en assemblée plénière des 25 et 26 juin 2020, et le règlement d'intervention régionale adopté en commission permanente le 10 juillet 2020 ;

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 3 septembre 2020 ayant pour objet la délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'autorisation d'intervention à la Communauté de communes Le Tonnerrois en Bourgogne pour le Fonds régional des territoires délégué,

VU la délibération du Conseil régional en date des 25 et 26 juin 2020;

VU la délibération du Conseil régional en date du 10 juillet 2020;

VU la délibération du Conseil régional en date du 16 novembre 2020 ;

VU la convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'autorisation d'intervention à la Communauté de communes Le Tonnerrois en Bourgogne pour le Fonds régional des territoires délégué en date du 13 octobre 2020

VU l'avenant n°1 à la convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'autorisation d'intervention à la Communauté de communes Le Tonnerrois en Bourgogne pour le Fonds régional des territoires délégué en date du....

VU la délibération du Conseil régional n° 20AP.30 en date du 5 février 2021, transmise au Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté le 11 février 2021

VU la délibération du Conseil communautaire de l'EPCI en date du

VU la délibération du Conseil régional n° en date du 4 juin 2021 transmise au Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté en date du

PREAMBULE

Avec la poursuite de la crise sanitaire de la COVID-19, les TPE de l'économie de proximité sont toujours confrontées à une situation économique difficile qui pèse sur leur trésorerie, la réalisation de leur chiffre d'affaires annuel et la concrétisation de projets d'investissement.

Mis en place en juin 2020 pour accompagner ces entreprises, le Fonds régional des territoires (FRT) a fait l'objet d'une première modification, approuvée le 16 novembre 2020 par l'Assemblée plénière de la Région Bourgogne-Franche-Comté, en vue d'un co-rabondement Région/EPCI en crédits de fonctionnement et permettant l'octroi de nouvelles aides en trésorerie.

Compte tenu de la situation sanitaire actuelle, la Région a décidé de proposer une nouvelle évolution du Pacte régional pour les territoires avec :

- d'une part, un nouvel abondement du FRT sur le volet investissement et sur le volet fonctionnement (objet du présent avenant) ;
- et d'autre part, la création au sein du Pacte d'un quatrième fonds d'aide au loyer visant à soutenir les entreprises sur des charges de location immobilière en co-financement des aides attribuées par les EPCI dont c'est la compétence.

Article 1: Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet :

- de modifier la « Convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'autorisation d'intervention à la Communauté de communes Le Tonnerrois en Bourgogne pour le Fonds régional des territoires » et l'avenant n°1 à ladite convention de délégation, afin d'abonder le Fonds régional des territoires par une nouvelle enveloppe complémentaire de la Région et de l'EPCI.

Article 2 : Conditions et modalités financières

A la suite de l'article 4 de la convention initiale de délégation d'octroi, modifié par l'ajout d'un article 4 bis par l'avenant N°1 à la convention suscitée, est ajouté un article 4 ter rédigé comme suit :

« *Article 4 ter : nouvelles contributions complémentaires :*

Le fonds régional des territoires est abondé par une nouvelle enveloppe complémentaire de la Région et de l'EPCI en crédits de fonctionnement et en crédits d'investissement.

- **Crédits de fonctionnement :**

L'abondement complémentaire de la Région en crédits de fonctionnement est conditionné à un abondement de l'EPCI au moins égal à la moitié de celui opéré par la Région. L'abondement de la Région est plafonné à 2€ par habitant.

Cette contrepartie intercommunale pourra se traduire par l'attribution par l'EPCI d'aides en fonctionnement :

- soit dans le cadre des règlements d'intervention régionaux du « fonds régional des territoires »
- soit dans le cadre d'autres aides au fonctionnement relevant de sa compétence et pour les mêmes cibles d'entreprises (par exemple des aides au loyer) hors crédits mobilisés dans le cadre d'un dispositif d'aides au loyer cofinancé par l'EPCI et la Région.

La contribution de l'EPCI en **crédits de fonctionnement** faisant l'objet de l'avenant n°1 suscité et représentant un montant de **1 616 €** est annulée.

La contribution de la Région en **crédits de fonctionnement** faisant l'objet de l'avenant n°1 suscité et représentant un montant de **3 232 €** est annulée.

- **Crédits d'investissement :**

L'abondement complémentaire de la Région en crédits d'investissement est conditionné à un abondement de l'EPCI au moins égal à la moitié de celui opéré par la Région. L'abondement de la Région est plafonné à 2€ par habitant.

Cette contrepartie intercommunale se traduira par l'attribution par l'EPCI d'aides en investissement dans le cadre des règlements d'intervention régionaux du « fonds régional des territoires ».

La contribution **complémentaire** de l'EPCI faisant l'objet du présent avenant n°2 s'élève à **1 616 € en crédits d'investissement**.

La contribution **complémentaire** de la Région faisant l'objet du présent avenant n°2 s'élève à **3 232 € en crédits d'investissement**.

La Région s'engage à verser la somme prévue ci-dessus à l'EPCI selon la modalité suivante :

- une avance de 70% à la signature du présent avenant,
- un solde de 30% sur justification par l'EPCI de l'utilisation des fonds conformément aux modalités prévues à l'article 4 de la convention initiale.

Article 3 : Entrée en vigueur du présent avenant

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa date de signature par la Présidente du Conseil régional.

Article 4 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Envoyé en préfecture le 03/06/2021
Reçu en préfecture le 03/06/2021
Affiché le 03.06.2021
ID : 089-200039642-20210527-49_2021-DE

Fait à en deux exemplaires
Le

La Présidente de l'EPCI

La Présidente du Conseil régional
de Bourgogne-Franche-Comté,

Madame Anne JERUSALEM

Madame Marie-Guite DUFAY

Annexe 1 : Communauté de communes Le Tonnerrois en Bourgogne

Tableau récapitulatif des contributions Région/EPCI au titre du fonds régional des territoires

	FINANCEURS	CREDITS INVESTISSEMENT	CREDITS FONCTIONNEMENT	TOTAL
CONVENTION INITIALE	CR BFC	64 632 €	16 158 €	80 790 €
	EPCI Abondement minimal			16 158 €
	EPCI Abondement complémentaire (le cas échéant)			
AVENANT N°1 ACTUALISE Réabondement en fonctionnement et / ou investissement	CR BFC au titre de l'engagement de crédits en février 2021	29 084 €		29 084 €
	EPCI FRT ou Hors FRT	14 542 €		14 542 €
	EPCI Abondement complémentaire (mis à jour le cas échéant)			
AVENANT N°2 Réabondement en fonctionnement et / ou investissement	CR BFC	3 232 €		3 232 €
	EPCI FRT ou Hors FRT	1 616 €		1 616 €
	EPCI Abondement complémentaire (mis à jour le cas échéant)			

	CREDITS INVESTISSEMENT	CREDITS FONCTIONNEMENT	TOTAL
Abondement total FRT par CR BFC	96 948 €	16 158 €	113 106 €

	Crédits minimum attendus en investissement	Crédits minimum attendus en fonctionnement	Crédits minimum non fléchés	TOTAL	Abondements complémentaires au minimum attendus
Abondement total par EPCI	16 158 €	-	16 158 €	32 316 €	-

Total FRT (REGION + EPCI) = 145 422 €

Afin de bénéficier du versement intégral des contributions régionales au moment du solde, soit 113 106 € (dont 16 158 € en fonctionnement et 96 948 € en investissement), l'EPCI devra justifier, conformément à la convention-cadre et aux avenants signés, avoir versé un minimum de 32 316 € répartis comme suit :

- 16 158 € minimum en investissement
- 16 158 € minimum indifféremment en fonctionnement et/ou en investissement